

ACLEFEU

Paraître classique pour être original

POINTS CLEFS

Pas de vote: l'ensemble des décisions de l'équipe se prend dès le début dans l'optique de déboucher sur une action.

Création d'une charte: création d'instances de gouvernance classiques pour la forme et création d'une charte véritable boussole du projet et de l'action.



ACLEFEU (Association Collectif Liberté, Égalité, Fraternité, Ensemble, Unis) est un collectif français ayant vu le jour à Clichy-sous-Bois au lendemain des révoltes sociales de novembre 2005. Sa mission est de faire remonter la parole des citoyens des

quartiers populaires auprès des institutions. Le projet de cette structure est de permettre la constitution d'une coordination nationale sorte de « syndicat » des banlieues pour porter les exigences des habitants des quartiers populaires. Il s'agit de ne plus subir les politiques ou les réformes qui concernent la vie des banlieues, comme cela se passe depuis trente ans, sans que les huit millions de personnes qui y vivent n'y soient associées. D'en finir avec ce fonctionnement qui fait de ces citoyens des réservoirs de voix électorales, que l'on vient draguer à l'approche des élections et que l'on accuse quand ça va mal. La revendication essentielle est le droit de s'asseoir autour de la table comme des interlocuteurs, au même titre que les syndicats ouvriers.

Description du type de gouvernance

La gouvernance d'ACLEFEU s'est constituée de façon classique avec un CA, un bureau. Le but de cette structuration classique est de pouvoir obtenir des financements sans dérouter les interlocuteurs. « Il faut savoir montrer patte blanche ».

Cela dit cette gouvernance est doublée par une charte qui est la véritable boussole des membres de l'association.

Fiche de cas pratique

Problématique initiale

Cette association est née pour permettre aux personnes éloignées des espaces de paroles, au sein des banlieues ou des quartiers, de pouvoir faire entendre ce que les millions de personnes non entendues ont à dire. Retomber dans des méthodes de gouvernance traditionnelles n'aurait pas permis à ceux qui n'avaient pas d'espace d'expression de trouver dans ACLEFEU les espaces de libertés pour s'exprimer.

Démarches engagées

Le mode de gouvernance de cette structure peut sembler atypique : chaque mercredi soir l'équipe se réunit et les décisions ne sont pas prises par un vote mais à l'aide d'une argumentation. Quand une prise de position sur un sujet est nécessaire, les arguments pour et contre sont présentés, développés, défendus et la décision se prend quand la conviction générale est acquise. Le débat est central pour cette organisation mais cela doit déboucher sur une action : il ne s'agit pas de « débat métaphysique » n'ayant pas d'impact sur le réel.

Dans le cadre de ces actions, cette association a souhaité impulser et participer à la coordination nationale « Pas sans nous ». Cette coordination se positionne dans un rôle de syndicats des quartiers populaires. Celle-ci a souhaité trouver un mode de gouvernance en adéquation avec les valeurs portées par ses acteurs. Ainsi, de manière collective a été rédigée une charte définissant le projet de cette coordination. Plus que les instances classiques de gouvernances cet outil est un élément central de la gouvernance effective : le garde-fou du projet et de la définition de la participation de chacun à ce projet.

Effets secondaires

Le pendant négatif de ce fonctionnement par le biais du débat est la possibilité que celui-ci soit sans fin. La volonté d'aboutir à une action a pour effet de limiter le temps passé à débattre car il y a une obligation opérationnelle.

Le modèle de gouvernance a été pensé pour faciliter le financement public. Une des questions d'ACLEFEU, concernant leur modèle économique, est la possible diversification des financements : certes le modèle classique rassure les financeurs publics mais cela pose la question de la liberté de l'action avec la prégnance des appels d'offres comme mode de financement. Or la réponse à de seuls appels d'offre, réduit la possibilité de correspondre aux vrais besoins et peut de ce fait réduire la possibilité de faire entendre ceux qui ne sont pas pris en compte.

Pour le moment la structure est jeune mais se pose dès à présent la question de la transmission et de la capitalisation de son expérience. Cette question peut être abordée à travers le prisme de l'accompagnement.

Autre interrogation : la prochaine génération ne donnera-t-elle pas plus de pouvoir aux instances de gouvernance qu'à la charte ?

Pour plus d'informations nous vous invitons à consulter le site internet de cette structure à l'adresse suivante <http://www.aclefeu.org/>

Cette fiche a été réalisée d'après l'audition de Mohamed Mechmache.

Nous remercions Francine Eurard et Michel Machicoane pour leur contribution bénévole.

Juillet 2015